

Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais
Séance plénière des 20 et 21 octobre 2011

Groupe Communiste, Parti de Gauche et Unitaires
Intervention de Nicole Tacquet

La démocratie participative

Monsieur le président, chers collègues,

Je commencerai pas une citation d' Edouard Herriot :

« La démocratie est une bonne fille ; mais pour qu'elle soit fidèle, il faut faire l'amour avec elle tous les jours. »

Même si nous applaudissons aux initiatives fortes du conseil régional en matière de démocratie participative, constatons ensemble qu'elle fait peur aux uns et laisse indifférents beaucoup d'entre nous dans cet hémicycle.

Je souligne là le fossé existant entre les élus et le profond désir de peser sur la vie publique et politique de nos concitoyens, s'ils ont bien le sentiment et la preuve que leur parole et leurs propositions pèsent lorsqu'ils entrent dans cette démarche.

Accusée tour à tour d'être un gadget ou une usine à gaz, elle a besoin d'objectifs clairs, que tous doivent connaître et reconnaître.

Qu'on parle de fonds de participation habitants ou des fonds locaux d'initiative pays, il faut en rappeler la charte .

Admettons qu'il arrive qu'ils soient aussi des lieux d'emprise de forte personnalités qui utilisent finalement le dispositif, non pas pour donner la parole et le pouvoir au peuple, mais pour renforcer encore le leur, dans une vision plébiscitaire de leur action .

Je résumerai bien les choses, en disant que la démocratie participative, c'est parfois un peu « cause toujours » *Cause toujours, tu m'intéresses, pour peu que tu ne me déranges pas trop dans l'exercice de mon pouvoir ou de ma science »*.

Ce n'est pas notre projet ni notre philosophie de la démocratie participative.

L'idée de fonds participatifs dédiés à la culture ou au sport nous semble être une bonne idée qui a l'avantage de rendre la démarche lisible, puisque la lisibilité de l'intervention du conseil régional est ce qui est le plus difficile .

Il faudra alors se poser la question des circuits courts de financement pour que les décisions prises dans ces assemblées puissent être rapidement suivies d'effets. Il faut aussi se poser la question de la simplification des parcours pour avoir accès aux subventions ou simplement déposer un dossier, en prenant évidemment toutes les garanties contre les dérives possibles).

C'est à ce prix que ces nouveaux dispositifs fonctionneront, et feront renouer avec l'envie de politique.

La création d'une instance régionale de débat public, qui permette vraiment l'expression des divergences et convergences devra être un étape importante de ce mandat.

Nous voudrions souligner que ce qui nous importera par dessus tout seront les moyens que l'on mettra pour aller chercher ceux qui sont les plus éloignés du débat, les catégories sociales les plus exclues et marginalisées .

Je pense au rôle que pourraient par exemple jouer les volontaires d'ATD quart monde, les comités ou les associations d'habitants ainsi que les associations de chômeurs dans ce dispositif.

Il nous faut reconnaître la parole des « n'importe qui » (j'entends par là, les oubliés de tout, les habitants des quartiers populaires, les catégories sociales les plus exclues) et leur donner à penser que cette parole est importante et qu'elle est surtout suivie d'effet. Faire donc un travail de préparation aux débats, favoriser l'intelligence collective pour que les spécialistes ne le confisquent pas, et surtout se donner les moyens de contrer les démarches « plébiscitaires ».

Pas de consultation sur un projet ficelé d'avance, mais de vrais débats ouverts sur de vrais enjeux. Sans quoi la démocratie participative n'est qu'un label de communication qui ne recouvre rien et qui vend une fausse démocratie.

La haute qualité démocratique est à ce prix ...